Les activités réalisées en matière de lutte contre le travail des enfants ont été organisées en partenariat avec le BIT/IPEC et le PACT et avec la participation de tous les acteurs concernés par la problématique au sein de l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG).

Il s'agit des activités ci-après :

- Adoption du Plan National de Lutte contre le Travail des Enfants ;
- Reforme du cadre juridique relatif au travail des enfants ;
 - Adoption et publication de la loi n°2007-038 du 14 janvier 2008 sur la lutte contre l'exploitation sexuelle et le tourisme sexuel ;
 - Examen par la Commission de Réforme des Droits des Enfants, présidée par le Ministère de la Justice :
 - Du projet de Loi modifiant le Code du travail et incriminant les pires formes de travail, notamment le travail domestique, le travail dans les mines et carrières, les travaux dangereux. Ledit projet de loi sera présenté pour adoption par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales, Ministère de tutelle, dès la mise en place du Parlement, après avis du Comité National de Lutte contre le Travail des Enfants (CNLTE), comité institué pour piloter la mise en œuvre du Plan National de Lutte contre le Travail des Enfants (PNLTE) ;
 - Du projet de décret modifiant et complétant le décret n°2007-563 du 03 juillet 2007 règlementant le travail des enfants.
- Formations dispensées aux magistrats, aux avocats, aux représentants des Ministères et acteurs concernés par la lutte, sur les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits humains, notamment à la lutte contre le travail des enfants, en partenariat avec le Système des Nations Unies ;
- Séance de sensibilisation et de vulgarisation sur le contenu des textes juridiques en vigueur au sein de la communauté, notamment au niveau des Régions et des Communes ;
- Actions de prévention et adoption de mesures d'accompagnement. En effet, en partenariat avec le BIT/IPEC et le PACT, après la mise en place du Comité de Lutte et d'Observatoires régionaux du travail des enfants, les activités prioritaires du Gouvernement malgache ont consisté à prévenir en milieu scolaire ou dans des centres de formation professionnelle.
- Entre 2004 et 2009, 19.258 enfants ont bénéficié de l'intervention du programme dont 5.711 enfants retirés des pires formes de travail et 13.457 enfants bénéficiaires de mesure de prévention.